

La justice fait fermer
Renault Sandouville :
Une victoire contre
le Covid juridique

l'étincelle*

Renault menacé par deux
mois de confinement...
et des années de
course au profit

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire vendredi 22 mai 2020

Une fuite qui tombe à pic

Partie du Canard Enchaîné mercredi 20 mai, la fuite s'est vite répandue dans tous les médias : Renault se préparerait à fermer trois sites et à arrêter la production automobile dans son usine de Flins dans les Yvelines. Selon Le Canard, Renault emploierait également « 4000 personnes de trop en recherche et développement ». Un ballon d'essai lancé une semaine avant des annonces officielles. Histoire de préparer les esprits au pire.

Bienvenue dans le monde d'après

La préparation de ces mesures date d'avant l'épidémie. En début d'année, la directrice par intérim de Renault, Clotilde Delbos, qui remplaçait Carlos Ghosn en fuite au Liban, avait déclaré n'avoir « aucun tabou » sur les fermetures d'usine.

Trois usines Renault seraient donc menacées de fermeture selon des sources internes auxquelles la presse a eu accès. Il s'agirait de Choisy-le-Roi dans le Val-de-Marne (260 salariés), de Dieppe dans la Seine-Maritime (385 salariés) et des Fonderies de Bretagne dans le Morbihan (380 salariés). Quant à Flins (2600 salariés Renault et des centaines d'intérimaires), Renault pourrait y stopper la production de la Zoé, tandis que Nissan envisagerait de relocaliser ailleurs la fabrication de la Micra.

Le gouvernement vient pourtant de garantir un prêt de 5 milliards d'euros à Renault. Mais celui-ci n'est conditionné qu'au non-versement de dividendes, pas au maintien des emplois. Comble du cynisme, Renault a fait redémarrer Flins en pleine pandémie parmi les premières usines automobiles de montage en France. Et les salariés travailleront vendredi 22 mai en plein pont de l'Ascension.

On devrait connaître la semaine prochaine la réalité de ces fuites tombées inopinément aux mains des médias. Mercredi 27 mai, l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi donnera une conférence de presse et les détails de son plan « leader/follower » visant à augmenter les économies. Les trois constructeurs devraient se partager leurs activités de R&D et des zones géographiques de production, chacun devenant « leader » d'une technologie et d'une région. Gare aux doublons parmi les « followers ».

Nissan annoncera les détails de son propre plan le 28 mai, alors que la fermeture des usines Nissan à Barcelone, où une grève a débuté, est déjà sur les rails. Enfin vendredi 29 mai, Renault présentera à son tour son plan de 2 milliards d'euros d'économie.

Le patron de l'Ingénierie du groupe, Gilles Le Borgne, a déjà annoncé la délocalisation dans des pays à bas coûts d'une partie de la prestation faite en France. D'autres activités pourraient être stoppées.

A l'étranger, Renault a annoncé son intention de se retirer de Chine (sauf pour les véhicules utilitaires et électriques) ou de supprimer 400 des 3 200 postes de son usine de Novo Mesto en Slovénie. L'usine de Moscou en Russie, ou celle de Busan en Corée, verraient leurs capacités réduites.

Sauver les emplois, pas le système

Ces fuites dans la presse révèlent qu'une attaque d'ampleur inégalée contre les salariés se prépare. La direction de Renault et le gouvernement croient pouvoir tabler sur le choc du Covid-19 et l'interdiction des rassemblements. Mais le déconfinement pourrait être aussi celui des luttes.

Il s'agit de refuser les lois du capitalisme qui nous entraînent de crise en crise dans le seul but de maintenir le pouvoir et les richesses d'une minorité de nantis. Les banques centrales sont prêtes à inonder les marchés financiers de milliers de milliards d'euros ou de dollars pour sauver le système capitalisme... « quoi qu'il en coûte » pour les travailleurs. Il n'en est pas question !

Les salariés de Renault ne sont pas les seuls dans le collimateur. Tout le secteur automobile (PSA, équipementiers, sous-traitants...) est visé. Idem dans l'Aéronautique ou le Commerce. Aucun secteur n'est à l'abri. Cela implique de ne pas se battre entreprise par entreprise, de ne pas accepter le chantage à l'emploi et de nouveaux accords de compétitivité censés préserver l'emploi.

C'est un mouvement d'ensemble que les travailleurs devront engager pour empêcher ces sites de fermer et conserver leur emploi. Pour que le monde d'après ne ressemble pas à celui d'avant, en pire.

La politique du pire

La direction de Renault a laissé fuiter dans le Canard Enchaîné une partie de son plan d'économie de deux milliards d'euros. Des fuites sorties opportunément une semaine avant les annonces officielles et qui permettent à Renault de jauger les réactions de l'opinion et des salariés. Et de les préparer au pire... pour espérer leur faire accepter un peu moins pire. On a déjà donné.

Le Borgne veut des prestas à l'oeil

Toujours selon le Canard Enchaîné, la direction de Renault estimerait qu'il y aurait trop de salariés en R&D. Et elle chiffre même ce trop à 4000 personnes. Voilà qui augure de la suite au Technocentre, à Lardy, Aubevoye ou VSF où la saignée des prestataires se poursuit depuis des mois ainsi que les délocalisations vers les RTx en Roumanie, Russie, Inde, etc. Des pays « aux meilleurs coûts salariaux » que la France comme l'a récemment rappelé Gilles Le Borgne, le nouveau patron de l'ingénierie Renault. Tout l'inverse d'une « relocalisation »...

L'économie d'un ministre

« Flins ne doit pas fermer », a déclaré le ministre de l'Economie Bruno Le Maire sur Europe 1, après avoir annoncé que l'Etat n'avait « aucune exigence, notamment en matière d'emploi » en contrepartie du prêt de 5 milliards d'euros à Renault. Le Maire parle aussi de « relocaliser l'industrie automobile française », tout en disant qu'« il faut laisser à Renault la possibilité d'ajuster son outil de production, d'être plus compétitif »... Tout et son contraire. Cela confirme que contre les suppressions d'emplois, il n'y a rien à attendre du gouvernement.

Coût pour coût

Selon le journal Challenges, le coût salarial horaire en France et les malus sur les gros véhicules seraient de toute manière toujours trop élevés pour la survie du groupe Renault. Celui-ci ne pourrait survivre qu'au prix de subventions permanentes de l'Etat et des collectivités et surtout d'accords de compétitivité toujours plus désavantageux pour les salariés. Comme après la crise de 2008, ça sent le chantage à la fermeture pour faire baisser le « coût du travail ». Et le coût des gros actionnaires, on en parle aussi ?

Zoéphilie

En pleine rumeur de fermeture de l'usine de Flins, la direction de Renault continue de faire trimer les salariés du site pour produire des Zoé, y compris lors du pont de l'Ascension. Un zèle qui s'explique par le fait que les ventes de véhicules électriques compensent celles des voitures plus polluantes dans la fixation des amendes antipollution (CAFE). Il ne reste plus qu'à trouver des acheteurs...

Pas de masque, pas de chocolat

En dépit de toutes ses assurances sur l'exemplarité des mesures sanitaires de reprise, la direction du Technocentre a du mal à cacher la pénurie de masques FFP2, les seuls vraiment efficaces dans les ateliers où l'on doit travailler sans pouvoir respecter les distances de sécurité ou avec recyclage de l'air ambiant. D'où des bobards dignes d'un porte-parole du gouvernement pour faire croire que les FFP2 peuvent être portés en continu plus de 4h ou plusieurs fois de suite. S'il manque de masques FFP2, la seule solution c'est de suspendre l'activité.

CAFÉ soluble

Le gouvernement prépare un nouveau plan de relance automobile. Au menu : des aides à l'achat non seulement de véhicules électriques ou hybrides, mais aussi essence ou même diesel. Le gouvernement fait le grand écart entre son affichage écolo et le lobbying des constructeurs automobiles. D'un côté, il applique les normes CAFÉ (Corporate Average Fuel Economy) sur la réduction des émissions de CO₂, de l'autre il subventionne l'achat de véhicules plus polluants. Pour sauver les emplois des centaines de milliers de salariés du secteur automobile en France, c'est le système capitaliste qu'il faut changer, avec un plan de rupture et pas un plan de relance.

Nissan, ne vois-tu rien venir ?

La semaine prochaine, Nissan devrait annoncer de mauvais résultats financiers annuels 2019/2020, et une série de restructurations. Nissan avait déjà annoncé son intention de supprimer 12 500 emplois, dont ceux de ses usines de Barcelone qui ont réagi par la grève. Ces coupes pourraient être portées à 20 000, soit 15% des effectifs totaux du groupe. Nissan a des capacités de production mondiales de plus de 7 millions d'unités par an, mais en a fabriqué 5 millions en 2019. Des moyens de production qui pourraient être utilisés à répondre à d'autres besoins essentiels de la population.

Des verts et des pas murs

Deux des barbouzes qui avaient orchestré en décembre dernier l'évasion de Carlos Ghosn du Japon vers le Liban, ont été arrêtés aux Etats-Unis. Il s'agit d'un ancien béret vert (les forces spéciales de l'armée américaine spécialisées dans les actions commando), et de son fils, reconvertis dans la « sécurité privée » et des « exfiltrations » notamment au Moyen Orient. Leurs premiers aveux ont confirmé que dès sa libération conditionnelle, l'ancien PDG de Renault-Nissan s'est hâté de préparer sa cavale, pour éviter d'avoir à répondre à la justice japonaise. Pour l'instant, ce sont les sous-fifres des magouilles de Ghosn qui trinquent à sa place. On attend son exfiltration du Liban.